



Assemblée générale

Distr. générale
28 octobre 2021
Français
Original : anglais et chinois

Soixante-seizième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Lettre datée du 27 septembre 2021, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Lors du débat général de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, qui s'est tenu du 21 au 27 septembre, un petit nombre de pays ont évoqué une prétendue « participation » de Taiwan à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions spécialisées. J'ai donc reçu pour instruction d'exposer les positions suivantes du Gouvernement chinois :

1. Il n'existe qu'une Chine dans le monde, Taiwan est une partie inaliénable du territoire chinois et le Gouvernement de la République populaire de Chine est le seul gouvernement légal qui représente la Chine toute entière. C'est un fait élémentaire reconnu par la communauté internationale et qui fait partie des normes fondamentales régissant les relations internationales. Notre attachement au principe d'une seule Chine est indéfectible. Notre opposition à l'idée de « deux Chines », « d'une Chine et d'un Taiwan » et d'« indépendance de Taiwan » est incontestable. Notre détermination à préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine est inébranlable.
2. L'Organisation des Nations Unies est une organisation intergouvernementale composée uniquement d'États souverains. La résolution [2758 \(XXVI\)](#) de l'Assemblée générale, adoptée en 1971, a réglé une fois pour toutes la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies, sur les plans politique, juridique et procédural. Les institutions spécialisées des Nations Unies, y compris l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont elles aussi réglé cette question conformément à la Charte des Nations Unies et à la résolution [2758 \(XXVI\)](#). Le principe d'une seule Chine et les dispositions de la résolution [2758 \(XXVI\)](#) doivent être observés dès lors qu'il s'agit de questions relatives à Taiwan dans le système des Nations Unies, notamment au Secrétariat. Taiwan, en tant que province chinoise, n'est absolument pas qualifiée pour rejoindre l'Organisation des Nations Unies.
3. Une poignée de pays ont proclamé une prétendue « participation » de Taiwan à l'Organisation et à ses institutions spécialisées. Cette attitude constitue une attaque grossière au principe d'une seule Chine et une violation flagrante de la résolution [2758 \(XXVI\)](#). Ces paroles et ces actes portent par essence atteinte à la souveraineté



et à l'intégrité territoriale de la Chine, et représentent une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine, qui s'oppose fermement à ces actes vicieux.

4. Le Gouvernement central chinois attache toujours une grande importance à la santé et au bien-être de nos compatriotes de la région de Taïwan. Un point de contact pour le Règlement sanitaire international est présent dans la région de Taïwan. Taïwan bénéficie d'un accès sans entrave et d'un mécanisme solide pour les échanges d'informations avec l'OMS et les pays du monde entier. Faire du battage au sujet de la soi-disant contribution de Taïwan à la lutte contre la COVID-19 en l'exagérant est, au fond, une tentative visant à obtenir l'« indépendance de Taïwan » en utilisant le prétexte de la COVID-19. Il s'agit là, purement et simplement, d'une manœuvre politique. En mai de cette année, plus de 150 pays ont exprimé leur soutien au principe d'une seule Chine par la voie diplomatique et plus de 80 membres de l'OMS ont envoyé des lettres à l'OMS pour exprimer leur attachement au principe d'une seule Chine et leur opposition à la participation de Taïwan à l'Assemblée mondiale de la Santé. Cela ne fait que démontrer l'impopularité de cette manœuvre.

Nous sommes convaincus que l'Organisation des Nations Unies et l'ensemble de ses États Membres continueront de reconnaître et de soutenir les efforts que déploient le Gouvernement et le peuple chinois pour préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine, promouvoir le développement de relations pacifiques entre les deux rives du détroit de Taïwan et faire triompher la noble cause de la réunification pacifique.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent de la République populaire
de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Zhang Jun**
